

Travail, Famille, Patrie

Travail, Famille, Patrie a été la devise officielle du gouvernement de l'État français (dit *régime de Vichy*), et figurait notamment sur les pièces de monnaie.

Sommaire

- 1 Instauration
 - 1.1 Remarque
- 2 Travail
- 3 Famille
- 4 Patrie
- 5 Notes, sources et références
- 6 Article connexe
- 7 Liens externes

Instauration

La loi du 10 juillet 1940 accordant au maréchal Pétain les pleins pouvoirs pour rédiger une constitution devant être soumise à l'approbation de la nation et garantissant « les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie ». Cette Constitution ne fut jamais promulguée.

Dans *La Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1940, le maréchal Pétain écrit cette répudiation de la devise de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » :

« Lorsque nos jeunes gens […] entreront dans la vie […] nous leur dirons […] que la liberté réelle ne peut s'exercer qu'à l'abri d'une autorité tutélaire, qu'ils doivent respecter, à laquelle ils doivent obéir […]. Nous leur dirons ensuite que l'égalité [doit] s'encadrer dans une hiérarchie, fondée sur la diversité des fonctions et des mérites […]. Nous leur dirons enfin qu'il ne saurait y avoir de fraternité véritable qu'à l'intérieur de ces groupes naturels que sont la famille, la cité, la Patrie¹. »

La devise « Travail, Famille, Patrie » est parfois attribuée à Emmanuel Berl² mais elle était bien avant 1940 celle des Croix-de-Feu puis du Parti social français (PSF) fondés par le colonel de La Rocque³ (futur résistant).

On a souvent écrit que ces trois mots caractérisaient bien la « Révolution nationale » entreprise par ce régime : on y retrouve en tout cas la philosophie de Gustave Thibon et la conviction, très répandue à l'époque dans toutes les idéologies antidémocratiques, que « la famille, la cité, la patrie » seraient non des constructions culturelles et historiques (donc susceptibles d'être débattues et modifiées) mais des « groupes naturels » c'est-à-dire indiscutables. Léon-Paul Fargue persifla cette devise en



Avers de la pièce de 2 francs de 1943 « ÉTAT FRANÇAIS », avec un labrys.



Revers de la pièce de 2 francs de 1943 « ÉTAT FRANÇAIS », avec la devise « TRAVAIL FAMILLE PATRIE ».




Couverture d'une brochure du Parti social français du colonel de La Rocque (1937).

« Tracas, famine, patrouille ».

Remarque

Une formule approchante figurait au paragraphe IV du préambule de la Constitution de 1848 sous cette forme :

« IV. — Elle a pour principe la Liberté, l'Égalité et la Fraternité. Elle a pour base la Famille, le Travail, la Propriété, l'Ordre public. »

Sur les autres projets Wikimedia :
 *Constitution du 4 novembre 1848*, sur Wikisource

Cela a justifié, chez des historiens comme Marc Ferro⁴, l'opinion que

« Concernant la famille, il y a eu continuité, et non rupture, entre la politique familiale de l'époque de Daladier et celle de Pétain, puis celle des gouvernements de la IV^e République »

Travail

Le 24 avril 1941, le régime Pétain instaure officiellement le 1^{er} mai comme « la fête du Travail et de la Concorde sociale ». Le 1^{er} mai était déjà officiellement fête du Travail en Union soviétique.

Déclarant refuser à la fois le capitalisme et le socialisme, le régime pétainiste affirmait rechercher une troisième voie fondée sur le corporatisme. Il parvient à séduire des leaders déçus du socialisme ou du communisme comme Marcel Déat ou Jacques Doriot, et obtient le ralliement de certains syndicalistes pour la rédaction d'une Charte du Travail.

Le gouvernement de Vichy instaure, en 1941, un système de retraites par répartition (qui était jusqu'alors par capitalisation), l'« allocation des vieux travailleurs salariés »^{5,6}.

Famille

Le régime inscrit la fête des Mères au calendrier et maintient les allocations familiales. Il manipule le thème de la « réunion des familles » par le retour des prisonniers de guerre pour promouvoir le S.T.O. au service de l'économie nazie : c'est le « chantage familial » (Marc Ferro⁴) de l'idéologie de « la Relève »⁷.

Patrie

Bien que le nationalisme de Pétain se veuille le continuateur du nationalisme victorieux de 1918 et garde un certain degré de germanophobie de type maurassien, cela ne l'empêche pas de collaborer avec le régime nazi, en occultant soigneusement l'annexion de l'Alsace-Lorraine par le Reich (qui n'est mentionnée sur aucune carte et dans aucun livre de géographie). Pétain n'avait pas d'antécédents pro-allemands ou anti-britanniques avant la guerre : au début de la guerre, il réaffirme à plusieurs reprises se considérer comme l'allié et l'ami de la Grande-Bretagne. Mais dans l'allocution radiodiffusée du 23 juin 1940, il reproche à Winston Churchill son discours du 22 juin 1940 faisant suite à la signature de l'armistice⁸, et à partir de ce moment, le régime développe une hostilité croissante contre les Alliés, notamment les britanniques, qui se nourrit de la bataille de Mers el-Kébir et d'autres combats aux côtés de l'Axe (guerre de Syrie, guerre d'Afrique du Nord, guerre contre l'URSS, SS français).

Notes, sources et références

1. Maréchal Pétain, « Politique sociale de l'avenir », *La Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1940
2. À tort : selon François Thibault : *Notre-Dame des Ombres*, Le Cherche-Midi, 1997, et Bernard Morlino : *Emmanuel Berl : les tribulations d'un pacifiste*, La Manufacture, 1990, Berl a trouvé, entre autres formules, les phrases : « Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal » et « La terre, elle, ne ment pas », lorsqu'Yves Bouthillier lui a demandé de rédiger les discours de Philippe Pétain des 23 et 25 juin, mais pas la devise du régime.
3. Albert Kéchichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes - Travail, Famille, Patrie*, Éditions Champ Vallon, 2006, 410 p. (ISBN 2876734508 et 9782876734500), p. 7-10 [présentation en ligne (http://books.google.fr/books?hl=fr&id=55X09CI9B50C&dq=Travail,+Famille,+Patrie&printsec=frontcover&source=web&ots=UI0V6PdSZG&sig=cuViZvPuSwkzhsVG-kAl8bLIWvs&sa=X&oi=book_result&resnum=5&ct=result#PPP1,M1)]
4. Marc Ferro : *Pétain*, Librairie Arthème Fayard, 1987
5. Jacques George, « Retraites : une histoire récente, une situation fragile », 24 janvier 2005 (http://www.cahiers-pedagogiques.com/article.php3?id_article=1364), sur le site *cahiers-pedagogiques.com*, consulté le 26 décembre 2008.
6. Jacques Trémintin, *Lien social*, n° 649, 16 janvier 2003 (http://www.lien-social.com/spip.php?article208&var_recherche=apporter&id_groupe=2), critique du livre : *La protection sociale sous le régime de Vichy* (sous la direction de Philippe-Jean Hesse et Jean-Pierre Le Crom, éd. Presse universitaire de Rennes, 2001), sur le site *lien-social.com*, consulté le 26 décembre 2008.
7. Pierre Laval accepte le S.T.O. de 150 000 ouvriers qualifiés en échange de 50 000 prisonniers de guerre, soit un prisonnier de guerre libéré contre le départ en Allemagne de trois ouvriers spécialisés.
8. *Allocution radio du 23 juin 1940*, [lire en ligne le site *lignemaginot.com* (http://www.lignemaginot.com/ligne/discours/petain1.htm)], consulté le 26 décembre 2008.

Article connexe

Liberté, Égalité, Fraternité, devise de la République française.

Liens externes

- Centre d'études Edmond Michelet, « Politique familiale de Vichy » (http://www.centremichelet.org/gallerieb.htm), sur *centremichelet.org*.
- Académie de Rennes, « Propagande de Vichy et de la Collaboration » (http://www.ac-rennes.fr/pedagogie/hist_geo/ResPeda/affiches/affiches/somt3.htm), sur *ac-rennes.fr*.

Ce document provient de « http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Travail,_Famille,_Patrie&oldid=114553451 ».

Dernière modification de cette page le 28 avril 2015 à 18:18.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons paternité partage à l'identique ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.